

Analyse de la situation et pistes pour une paix réelle dans les deux Kivu en République Démocratique du Congo

Impuissants ou complices

Après le rapport de novembre dernier du Groupe d'experts des Nations Unies sur la situation qui prévaut au Nord et au Sud Kivu, en République Démocratique du Congo (RD Congo), les grands de la terre ne peuvent plus faire semblant d'ignorer ce qui s'y passe. La longue et douloureuse série de massacres, viols, incendies de villages, enlèvements, vols et pillages, humiliations de tout genre... dont la population civile des Kivu est victime, dénoncée depuis longtemps par la société civile congolaise, est maintenant à la connaissance de tous, de même que l'échec des opérations censées ramener la paix.

Les autorités du pays, tant locales que nationales se taisent. *L'armée*, mal payée et constituée d'un ramassis de forces disparates où ont été hâtivement mélangées les forces déstabilisatrices et cruelles du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) de Laurent Nkunda, loin de ramener la paix, est source d'insécurité persistante. *Une certaine élite économique* du pays est en train de s'enrichir en dehors de tout sens de justice et de compassion pour son peuple. *L'Onu*, qui investit dans le pays sa plus grande mission de sauvegarde de la paix, et *la Communauté Internationale*, dont les représentants font semblant de se pencher au chevet de la RD Congo en experts médecins, n'ont pas su non plus donner une véritable réponse à la crise du pays et de la Région des Grands Lacs.

Le noyau de la crise

Cette crise tourne autour de l'exploitation illégale des ressources minières de la RD Congo (cassitérite, coltan, or, wolfram, pétrole et gaz méthane), dans laquelle sont impliquées des multinationales occidentales et sociétés minières bien connues¹, avec siège en Europe, Canada, États-Unis et Asie.

Pour se partager le gâteau minier de la RD Congo sans se salir les mains avec du sang innocent, il fallait trouver qui la coupe en morceaux : *les multinationales et les gouvernements occidentaux*, sur lesquels elles ont la main mise, ont confié la sale tâche aux pays limitrophes, surtout le Rwanda et l'Ouganda, en exploitant leurs objectifs expansionnistes sur le territoire congolais, pour déstabiliser la RD Congo en vue d'une nouvelle configuration géographique, la création d'état-nains, chacun contrôlé par des multinationales correspondantes.

L'actuel soi-disant "retour", massif et irrégulier, de "réfugiés Congolais" du Rwanda semble couvrir une occupation militaire du Kivu déjà en cours, par le biais des opérations militaires Umoja Wetu et Kimya II, et s'inscrirait dans cette dynamique. Les observateurs dénoncent une volonté délibérée de certaines grandes puissances de couvrir ces manœuvres d'occupation progressive.

Evaluation des approches

L'approche de **la Communauté Internationale**, des Etats Unis et de l'Europe en particulier, vis-à-vis du conflit armé à l'est de la RD Congo risque d'en perpétuer les racines plutôt que de le résoudre. Cette **approche est**, avec obsession, **calibrée sur le rôle des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)** et autres groupes rebelles **et laisse dans l'ombre le rôle joué par l'Uganda et le Rwanda**. Le Rwanda est le principal point de transit des minerais pillés en RD Congo par les groupes rebelles (FDLR, CNDP et bien d'autres), raison pour laquelle il est toujours davantage grand producteur et grand exportateur de minerais qu'il ne possède qu'en quantité insignifiante².

¹ Les noms de ces corporations sont pourtant bien connus. Parmi celles-ci, on cite entre autres Traxys, OM Group, Blattner Elwyn Group, Freeport McMoran, Eagle Wings/Trinitech, Lundin, Kemet, Banro, AngloGold Ashanti, Anvil Mining, et First Quantum.

² Selon Dow Jones, les exportations minières du Rwanda ont augmenté de 20% en 2008 par rapport à 2007, grâce aux recettes provenant du tungstène, cassitérite et coltan, trois matières premières dont son sol est dépourvu. Herman Cohen, ancien Secrétaire d'Etat américain aux Affaires Africaines l'a dit mieux que n'importe qui fin 2008 : "Ayant réussi à contrôler les Kivus pendant 12 ans, le Rwanda n'est pas prêt à se priver des richesses de cette région qui lui procure un pourcentage significatif de son produit national brut".

Cette approche **fait abstraction absolue de la question de la souveraineté des ressources**, point central de la guerre géostratégique sur les richesses du Congo; une guerre qui a justifié l'assassinat par l'Occident en 1961 de Patrice Lumumba, premier ministre démocratiquement élu du Congo et l'installation au pouvoir du dictateur Mobutu pendant trois décennies. C'est au nom de cette même philosophie que les Etats Unis ont soutenu et financé l'invasion du Congo en 1996 et 1998 par le Rwanda et l'Uganda, au détriment du mouvement non-violent et pro-démocratique populairement soutenu, début des années 1990, par les masses congolaises lors de la Conférence Nationale Souveraine. L'obsession à focaliser les efforts dans la partie Est du Congo, riche en minerais, cache mal les intentions des lobbies à Washington qui préconisent sans cesse la balkanisation de la RD Congo.

Pistes de solution

L'opinion selon laquelle le conflit de la RD Congo peut trouver une solution seulement en mettant fin aux «métaux de guerre» n'est pas réaliste. De même, on peut arrêter tous les Hutu de par le monde, imposer l'embargo des armes aux FDLR et aux Mai-Mai du Kivu, mais tant que les grandes puissances manipulatrices du Conseil de Sécurité de l'ONU continueront à dédouaner le Rwanda et l'Ouganda de leurs lourdes responsabilités dans le conflit congolais, il n'y aura ni paix ni développement au Kivu. Aussi longtemps que l'Occident donne carte blanche à Kagame, président du Rwanda, le conflit armé et l'instabilité persisteront en RD Congo.

Tout réseau de financement des groupes armés doit être démantelé dans la région: celui des FDLR, mais aussi du CNDP et de la LRA. La même justice internationale doit s'occuper du dossier des criminels Laurent Nkunda et Bosco Ntaganda, accusés de crimes de guerre et contre l'humanité, pour récupérer sa crédibilité et ne pas laisser les vieux loups de la Région des Grands Lacs s'échapper vers les pâturages verdoyants du Kivu.

La **solution** plausible et probablement aussi la plus rapide serait **diplomatique et politique**, fondée sur les prescriptions suivantes:

1. Les Etats-Unis et la Grande Bretagne devraient **peser lourdement sur leurs clients le Rwanda et l'Uganda** avec menace de suspendre l'aide.
2. Imposer des **sanctions aux pays limitrophes de la RD Congo**, particulièrement le Rwanda et l'Uganda, **qui, illégalement, exploitent** directement ou indirectement les ressources minières de la RDC et aux compagnies ou individus engagés dans le trafic des minerais avec des groupes rebelles.
3. Rendre opérative **la traçabilité des minerais et autres richesses** naturelles provenant de la RD Congo depuis longtemps souhaitée par le Parlement européen.
4. **Rejeter** sans la moindre tergiversation **la militarisation de la région des Grands Lacs** par le truchement de l'AFRICOM qui a déjà causé plus de misère aux populations civiles.
5. **Rejeter le renforcement des régimes autoritaires** comme celui de Museveni en Uganda, (en place depuis 1986) et de Kagame, maître absolu du Rwanda depuis juillet 1994, **ainsi que la restriction de l'espace politique** dans tous les pays de la région des Grands-Lacs par ceux qui sont au pouvoir.³

La guerre qui sévit en RD Congo depuis 13 ans a déjà coûté la vie à 7 millions des Congolais. Cela ne suffit pas encore ?

Fait à Parme, le 26 décembre 2009.

Réseau Paix pour le Congo
Parme (Italie)
info@muungano.it

³ Cf Kambale Musavuli et Bodia Macharia - Friends of the Congo – congoforum, 01.12.09
<http://www.congoforum.be/fr/nieuwsdetail.asp?subitem=1&newsid=163301&Actualiteit=selected>